

1989, chapitre 18
**LOI SUR LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT
DE NIVEAU UNIVERSITAIRE**

Projet de loi 128

présenté par M. Claude Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science

Présenté le 2 mai 1989

Principe adopté le 6 juin 1989

Adopté le 14 juin 1989

Sanctionné le 19 juin 1989

Entrée en vigueur: le 19 juin 1989

Lois modifiées:

Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9)

Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17)

Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal (1987, chapitre 135)

Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal (1987, chapitre 136)





CHAPITRE 18

Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire

[Sanctionnée le 19 juin 1989]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Niveau
universitaire

1. Sont des établissements d'enseignement de niveau universitaire:

- 1° l'Université Laval;
- 2° l'Institution royale pour l'avancement des sciences (Université McGill);
- 3° Bishop's University;
- 4° l'Université de Montréal;
- 5° l'École Polytechnique de Montréal;
- 6° l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal;
- 7° l'Université Concordia;
- 8° l'Université de Sherbrooke;
- 9° l'Université du Québec et ses universités constituantes;
- 10° toute faculté, école ou institut de l'un des établissements visés aux paragraphes 1° à 9° qui est géré par une corporation distincte de celle qui administre cet établissement;
- 11° tout établissement d'enseignement supérieur affilié, agrégé ou annexé à l'un des établissements visés aux paragraphes 1° à 9° en vertu d'une entente approuvée par le ministre;

12° le Collège militaire Royal de Saint-Jean.

13° tout établissement d'enseignement supérieur constitué par une loi d'une autre province canadienne et reconnu par le gouvernement du Québec après avis du Conseil des universités.

Interdiction

2. Nul ne peut décerner de grade, diplôme, certificat ou autre attestation d'études universitaires, s'il n'est ou ne représente :

1° un établissement visé à l'article 1;

2° une corporation ou un organisme à qui le pouvoir de décerner des grades, diplômes, certificats ou autres attestations d'études universitaires est conféré par une loi du Parlement.

Titre
exclusif

3. Nul ne peut désigner un établissement du titre « université » ou lui attribuer le qualificatif « universitaire » de façon à laisser croire qu'est tenu ou exploité au Québec un établissement d'enseignement de niveau universitaire, à moins que cet établissement ne soit visé à l'article 1.

Programme
universitaire

4. Nul ne peut attribuer le qualificatif « universitaire » à un programme d'enseignement ou le présenter comme étant dispensé par un établissement d'enseignement de niveau universitaire, de façon à laisser croire que l'enseignement dispensé au Québec est de niveau universitaire, à moins que cet enseignement ne soit dispensé par :

1° un établissement visé à l'article 1;

2° l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec;

3° une corporation ou un organisme à qui le pouvoir de décerner des grades, diplômes, certificats ou autres attestations d'études universitaires est conféré par une loi du Parlement.

Infraction
et peine

5. Quiconque contrevient à une disposition des articles 2, 3 et 4 commet une infraction et est passible, s'il s'agit d'une personne physique, d'une amende de 100 \$ à 500 \$ ou, s'il s'agit d'une personne morale, d'une amende de 200 \$ à 1000 \$.

Récidive

En cas de récidive dans les deux ans de la condamnation pour une infraction à la même disposition, les amendes sont de 200 \$ à 1000 \$ dans le cas d'une personne physique, et de 400 \$ à 2000 \$ dans le cas d'une personne morale.

c. E-9,
a. 2, mod.

6. L'article 2 de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9), modifié par l'article 700 du chapitre 84 des lois de 1988, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *c*) les établissements d'enseignement de niveau universitaire visés à l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (1989, chapitre 18); » ;

2° par la suppression du paragraphe *d*.

c. I-17,
a. 1, mod.

7. L'article 1 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17), modifié par l'article 88 du chapitre 41 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement des sous-paragraphes 1° à 3° du paragraphe *a* par le sous-paragraphe suivant :

« 1° les établissements d'enseignement de niveau universitaire visés aux paragraphes 1° à 11° de l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (1989, chapitre 18); ».

1987, c. 135,
a. 9, mod.

8. L'article 9 de la Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal (1987, chapitre 135) est modifié par la suppression du premier alinéa.

1987, c. 136,
a. 9, mod.

9. L'article 9 de la Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal (1987, chapitre 136) est modifié par la suppression du premier alinéa.

Ministre
responsable

10. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science est chargé de l'application de la présente loi.

Entrée en
vigueur

11. La présente loi entre en vigueur le 19 juin 1989.